

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 97 — 605

[C - 97/27163]

6 MARS 1997. — Décret relatif au tourisme social (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret règle une matière visée à l'article 127, § 1^{er}, de la Constitution, en vertu de l'article 138 de la Constitution.

Art. 2. § 1^{er}. Pour l'application du présent décret, le tourisme social est constitué d'activités de loisirs et de vacances organisées par les associations reconnues, en vue de créer pour l'ensemble des personnes les meilleures conditions pratiques d'accès réel aux loisirs et aux vacances et, en particulier, de rendre accessibles les équipements touristiques aux personnes économiquement et culturellement défavorisées.

§ 2. Pour être reconnues, les associations doivent respecter les conditions suivantes :

- avoir le statut d'association sans but lucratif, ayant pour principal objet la promotion du tourisme social;
- exister depuis au moins trois ans;
- disposer de trois centres de tourisme social en Région wallonne ou avoir mille membres par province dans au moins trois provinces situées en Région wallonne;
- développer dans leurs centres une politique de tourisme social.

§ 3. Le Gouvernement wallon arrête :

- 1^o la procédure de reconnaissance des associations visées au § 2 du présent article;
- 2^o les conditions et la procédure de recours des associations visées au § 2 du présent article.

Art. 3. § 1^{er}. Pour promouvoir et développer le tourisme social, la Région peut intervenir, dans les limites des crédits inscrits au budget, pour le coût des dépenses effectuées par les associations reconnues.

§ 2. L'intervention financière de la Région, à titre de subvention, porte sur les dépenses relatives :

- 1^o aux acquisitions ou aux réaffectations de terrains ou d'installations et aux constructions destinées et affectées en ordre principal à la promotion et au développement du tourisme social;
- 2^o à l'aménagement intérieur, à l'équipement mobilier et aux gros entretiens des terrains, installations et constructions visés au § 2, 1^o, du présent article;
- 3^o à la réalisation des programmes des associations visées au § 1^{er} du présent article en matière d'information, de promotion et d'animation.

§ 3. Pour bénéficier des subventions visées au § 2, 1^o et 2^o, les associations reconnues conformément à l'article 2, § 2, du présent décret doivent remplir les conditions suivantes, contrôlées par le Commissariat général au tourisme :

- 1^o respecter les normes d'équipements sanitaires et les normes de sécurité en matière de protection contre l'incendie, fixées par le Gouvernement wallon. Les modalités et la procédure d'obtention et de retrait de l'attestation de sécurité sont arrêtées par le Gouvernement wallon;
- 2^o créer un équipement et une exploitation suffisants pour permettre une gestion rationnelle et efficace;
- 3^o consacrer, par exercice, au moins 51 % de l'occupation réelle de chaque centre à l'hébergement d'hôtes relevant du tourisme social, par référence au nombre de nuitées;
- 4^o ne pas réclamer, pour une prestation fournie aux hôtes relevant du tourisme social, une rémunération supérieure aux trois quarts du prix moyen perçu pour une prestation comparable dans un hôtel ou dans un appart-hôtel reconnu et, en tous cas, de celui pratiqué dans l'établissement concerné, à l'égard de sa clientèle hôtelière.

Le Commissaire général au tourisme appréciera, dans chaque cas, les éléments de la comparaison fournis par les intéressés.

§ 4. En ce qui concerne les dépenses visées au § 2, 1^o et 2^o, le montant maximum subventionnable est fixé à 500 000 francs par lit à créer, sauf autorisation de déplafonnement accordée par le Gouvernement wallon ou ses délégués. Le montant est adapté chaque année par rapport à l'indice des prix à la construction du jour de l'entrée en vigueur du présent décret.

Le Gouvernement wallon transmet chaque année au Parlement wallon le relevé des décisions de déplafonnement, prises en exécution du présent article, et leurs justifications.

Le calcul du prix de revient par lit tient compte de l'ensemble des dépenses visées au § 2, 1^o et 2^o, y compris les honoraires. La T.V.A. relative à ces dépenses, les dépenses d'acquisition de propriété et les dépenses d'aménagement relatives à l'accueil des handicapés n'interviennent pas dans le calcul.

§ 5. En ce qui concerne les dépenses visées au § 2, 1^o et 2^o, l'association doit assurer l'entretien de la réalisation subventionnée et maintenir son affectation pendant un délai de quinze ans prenant cours à partir du 1^{er} janvier suivant la dernière année pendant laquelle elle a bénéficié de la subvention. Le délai précité est ramené à sept ans pour les acquisitions de biens meubles.

§ 6. Le Gouvernement wallon arrête les procédures d'octroi, de liquidation et de contrôle de l'emploi des subventions.

(1) Session 1996-1997

Documents du Conseil 176 (1995-1996) N^{os} 1 à 10.

Compte rendu intégral, séance publique du 26 février 1997.

Discussion. — Vote.

Art. 4. L'intervention régionale peut atteindre 75 % du coût des dépenses visées à l'article 3, § 2, 1° et 2°, pour autant qu'il y ait création de lits.

L'intervention régionale peut atteindre 60 % du coût des dépenses visées à l'article 3, § 2, 1° et 2°, sans création de lits.

L'intervention régionale peut atteindre 50 % du coût des dépenses visées à l'article 3, § 2, 3°.

Art. 5. Le remboursement de tout ou partie de la subvention peut être ordonné, par le Gouvernement wallon ou ses délégués, dans les cas suivants :

1° si tout ou partie de la subvention n'est pas affecté à la destination prévue;

2° si l'association cesse de satisfaire aux conditions prévues aux articles 2, § 2, et 3, §§ 3 et 4 du présent décret.

Art. 6. Toute association reconnue qui sollicite une subvention autorisée, par le fait même, le Gouvernement wallon ou ses délégués à faire procéder sur place aux vérifications jugées utiles ou nécessaires pour apprécier si, du point de vue technique, touristique et social, le projet répond aux buts poursuivis et aux conditions fixées par le présent décret et par les mesures d'exécution de celui-ci.

Art. 7. L'arrêté royal du 23 janvier 1951, modifié par l'arrêté royal du 2 mars 1956, réglementant l'allocation de subventions en vue de promouvoir les vacances ouvrières et le tourisme populaire, est abrogé.

Art. 8. Les dispositions du présent décret régissent tant l'octroi des subventions que les décisions éventuelles de remboursement des subventions, en ce compris celles allouées sous l'empire de l'arrêté royal du 23 janvier 1951, modifié par l'arrêté royal du 2 mars 1956, réglementant l'allocation de subventions en vue de promouvoir les vacances ouvrières et le tourisme populaire.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 6 mars 1997.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E, du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports,
M. LEBRUN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
B. ANSELME

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,
J.-C. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,
W. TAMINIAUX

Le Ministre de la Recherche, du Développement technologique, du Sport et des Relations internationales,
W. ANCIEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 97 — 605

.C - 97/271631

6 MAART 1997. — Decreet betreffende het sociaal toerisme (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Dit decreet regelt, krachtens artikel 138 van de Grondwet, een materie bedoeld in artikel 127, § 1, van de Grondwet.

Art. 2. § 1. Krachtens dit decreet heeft het sociaal toerisme als doel de door de erkende verenigingen georganiseerde vrijetijds- en vakantieactiviteiten onder de gunstigste voorwaarden voor iedereen toegankelijk te maken en, meer bepaald, de economisch en cultureel benadeelde personen de kans te bieden om gebruik te maken van de toeristische accommodatie.

(1) Zitting 1996-1997

Stukken van de Raad 176 (1995-1996) Nrs. 1 tot 10.

Volledig verslag, openbare vergadering van 26 februari 1997.

Bespreking. — Stemming.

§ 2. Om erkend te worden moeten de verenigingen de volgende voorwaarden vervullen :

- beschikken over het statuut van vereniging zonder winstoogmerk met als hoofddoel de bevordering van het sociaal toerisme;
- sinds minstens drie jaar bestaan;
- beschikken over drie centra voor sociaal toerisme in het Waalse Gewest of in minstens drie provincies van het Waalse Gewest duizend leden per provincie tellen;
- het sociaal toerisme binnen hun centra bevorderen.

§ 3. De Waalse Regering bepaalt :

1° de procedure voor de erkenning van de verenigingen;

2° de voorwaarden en de wijze waarop de verenigingen een beroep kunnen instellen.

Art. 3. Om het sociaal toerisme te bevorderen en te ontwikkelen kan het Gewest, binnen de perken van de beschikbare kredieten, tegemoetkomen in de kosten die gebonden zijn aan de uitgaven van de erkende verenigingen.

§ 2. Het Gewest verleent een toelage :

1° voor de aankoop of voor een wijziging van bestemming van terreinen of installaties en gebouwen die hoofdzakelijk bestemd zijn voor de bevordering en de ontwikkeling van het sociaal toerisme;

2° voor het onderhoud van de terreinen, installaties en gebouwen, alsmede voor de inrichting en het meubilair van die installaties en gebouwen;

3° voor het uitvoeren van de informatie-, bevorderings- en animatieprogramma's van de verenigingen.

§ 3. Om de toelagen te verkrijgen, moeten de erkende verenigingen de door het Commissariaat-generaal voor toerisme bepaalde voorwaarden vervullen, met name :

1° voldoen aan de door de Waalse Regering vastgestelde sanitaire en brandveiligheidsnormen. De voorwaarden en de procedure voor het verkrijgen en het intrekken van het brandveiligheidsattest worden door de Waalse Regering bepaald;

2° de accommodatie moet op een rationele en efficiënte manier beheerd en uitgebaat worden;

3° wat het aantal overnachtingen betreft, moet elk centrum jaarlijks voor minstens 51 % bezet zijn door gasten die in aanmerking komen voor sociaal toerisme;

4° de gasten die in aanmerking komen voor sociaal toerisme moeten niet meer betalen dan 3/4 van de gemiddelde prijs voor dezelfde dienstverlening in een erkend hotel of appartementen-hotel en, in ieder geval, van de prijs die de cliëntèle aan de betrokken inrichting betaalt.

De Commissaris-generaal voor toerisme zal in elk geval de door de betrokkenen verstrekte gegevens onderzoeken.

§ 4. Wat de in § 2, 1° en 2°, bedoelde uitgaven betreft, wordt het subsidieerbare bedrag vastgesteld op maximum 500 000 BEF per bijkomend bed, behalve wanneer de Waalse Regering of haar afgevaardigden toestemming geven om dat bedrag te verhogen. Het bedrag wordt jaarlijks aangepast aan de bouwkostenindex die van toepassing is bij de inwerkingtreding van dit decreet.

De Waalse Regering bezorgt het Waals Parlement elk jaar een lijst van de krachtens dit artikel genomen beslissingen tot verhoging van het maximumbedrag, alsmede een rechtvaardiging van die beslissingen.

De kostprijs per bed wordt berekend met inachtneming van het geheel van de in § 2, 1° en 2°, bedoelde uitgaven, honoraria inbegrepen. Er wordt geen rekening gehouden met de BTW op deze uitgaven, de uitgaven voor het verwerven van eigendom en de uitgaven voor de opvang van gehandicapten.

§ 5. Wat de in § 2, 1° en 2°, bedoelde uitgaven betreft, moet de vereniging zorgen voor het onderhoud van de gesubsidieerde accommodatie en haar bestemming handhaven gedurende een termijn van veertien jaar te rekenen vanaf 1 januari na het laatste jaar waarin ze de toelage heeft verkregen. Die termijn wordt teruggebracht tot zeven jaar voor de aankoop van roerende goederen.

§ 6. De procedure voor de toekenning en de uitbetaling van de toelagen wordt door de Waalse Regering bepaald, evenals de controle op het gebruik ervan.

Art. 4. Als er bijkomende bedden worden gebruikt, kunnen 75 % van de kosten die gebonden zijn aan de in artikel 3, § 2, 1° en 2°, bedoelde uitgaven, door de gewestelijke tegemoetkoming gedekt worden.

Als er geen bijkomende bedden worden gebruikt, kunnen 60 % van de kosten die gebonden zijn aan de in artikel 3, § 2, 1° en 2°, bedoelde uitgaven, door de gewestelijke tegemoetkoming gedekt worden.

50 % van de kosten die gebonden zijn aan de in artikel 3, § 2, 3°, bedoelde uitgaven, kunnen door de gewestelijke tegemoetkoming gedekt worden.

Art. 5. De terugbetaling van het geheel of van een gedeelte van de toelage kan door de Waalse Regering of haar afgevaardigden opgelegd worden in de volgende gevallen :

1° als de toelage geheel of gedeeltelijk voor andere doeleinden wordt bestemd;

2° als de vereniging niet meer voldoet aan de in de artikelen 2, § 2, en 3, §§ 3 en 5, van dit decreet bedoelde voorwaarden.

Art. 6. Telkens als een erkende vereniging om een toelage verzoekt, gaan de Waalse Regering of haar afgevaardigden ter plaatse na of het project op technisch, toeristisch en sociaal vlak overeenstemt met het nagestreefde doel en de voorwaarden vervuld die bepaald zijn bij dit decreet en de uitvoeringsbesluiten ervan.

Art. 7. Het koninklijk besluit van 23 januari 1951, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 2 maart 1956 betreffende het verlenen van toelagen tot bevordering van de arbeidersvacantie en het volkstoerisme wordt opgeheven.

Art. 8. De bepalingen van dit decreet regelen zowel het verlenen van de toelagen als de eventuele beslissingen tot terugbetaling ervan, met inbegrip van de toelagen die verleend werden onder de gelding van het koninklijk besluit van 23 januari 1951 betreffende het verlenen van toelagen tot bevordering van de arbeidersvacantie en het volkstoerisme, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 2 maart 1956.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 6 maart 1997.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer,
M. LEBRUN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
B. ANSELME

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,
J.-C. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX

De Minister van Onderzoek, Technologische Ontwikkeling, Sport en Internationale Betrekkingen,
W. ANCION

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

MINISTERE

DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 97 — 606

[C — 97/31061]

30 JANVIER 1997

Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif au registre de déchets

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu la Directive 75/442/CEE du Conseil du 15 juillet 1975 relative aux déchets, notamment l'article 14, modifiée par la Directive 91/156/CEE du Conseil du 18 mars 1991;

Vu la Directive 91/689/CEE du Conseil du 12 décembre 1991 relative aux déchets dangereux, notamment l'article 4;

Vu la décision de la Commission du 20 décembre 1993 établissant une liste de déchets conformément à l'article 1^{er}, a) de la Directive du Conseil 75/442/CEE relative aux déchets (94/3/CE);

Vu l'ordonnance du 7 mars 1991 relative à la prévention et à la gestion des déchets, notamment l'article 16;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 septembre 1991 réglant l'élimination des PCB, notamment les articles 15 et 16;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 septembre 1991 réglant l'élimination des huiles usagées, notamment les articles 20 et 21;

Vu l'arrêté du 19 septembre 1991 réglant l'élimination des déchets dangereux, notamment les articles 19 et 20;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 septembre 1991 relatif aux déchets de l'industrie du dioxyde de titane, notamment les articles 12 et 13;

Vu l'avis du 15 avril 1996 du Conseil de l'Environnement pour la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^o, remplacé par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence motivée par le fait que la date d'expiration du délai de transposition des conditions d'application de la tenue d'un registre de déchets découlant des directives 75/442/CEE et 91/698/CEE est le 27 juin 1995;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 17 décembre 1996;

MINISTERIE

VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 97 — 606

[C — 97/31061]

30 JANUARI 1997

Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering betreffende het afvalregister

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de Richtlijn 75/442/EEG van de Raad van 15 juli 1975 betreffende de afvalstoffen, inzonderheid op artikel 14, gewijzigd bij de Richtlijn 91/156/EEG van de Raad van 18 maart 1991;

Gelet op de Richtlijn 91/689/EEG van de Raad van 12 december 1991 betreffende de gevaarlijke afvalstoffen, inzonderheid op artikel 4;

Gelet op de beslissing van de Commissie van 20 december 1993 tot vaststelling van een lijst van afvalstoffen overeenkomstig artikel 1, a) van de Richtlijn van de Raad 75/442/EEG betreffende de afvalstoffen (94/3/EG);

Gelet op de ordonnantie van 7 maart 1991 betreffende de preventie en het beheer van afvalstoffen, inzonderheid op artikel 16;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 19 september 1991 houdende regeling van de verwijdering van PCB's, inzonderheid op de artikelen 15 en 16;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 19 september 1991 houdende regeling van de verwijdering van afvalolieën, inzonderheid op de artikelen 20 en 21;

Gelet op het besluit van 19 september 1991 houdende regeling van de verwijdering van gevaarlijke afvalstoffen, inzonderheid op de artikelen 19 en 20;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 19 september 1991 betreffende de afvalstoffen van de titaandioxide-industrie, inzonderheid op de artikelen 12 en 13;

Gelet op het advies van 15 april 1996 van de Raad voor het Leefmilieu voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 84, eerste lid, 2^o, vervangen door de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op het spoedeisend karakter gemotiveerd door het feit dat 27 juni 1995 de einddatum is van de termijn voorzien voor de omzetting van de toepassingsvoorwaarden voor het bijhouden van een afvalregister voortvloeiende uit de richtlijnen 75/442/EEG en 91/698/EEG;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 17 december 1996;